

Sauver de l'oubli un combattant de la liberté : *Zulabal Yombié*, leader de la révolte de 1915- 1916 dans le nord Nuna (Burkina Faso)

BAZÉMO Maurice*

Résumé

Caractérisés d'anarchiques, les *Nuna* du nord, comme les autres *Gurunsi*, se sont toujours montrés attachés à la liberté. Ceci explique la résistance continue qu'ils ont opposée d'abord à toutes les tentatives de domination par leurs voisins les Moose. Ensuite animés par la volonté de préserver leur indépendance, sous l'instigation de Zulabal Yombié, ils ont tenté par les armes de refouler de leur région le colonisateur français. Militairement leur résistance fut vaine même s'ils ont infligé des pertes en vie humaine chez la colonne coloniale. Cependant l'entreprise de Yombié, au regard de son but, l'indépendance qui n'était pas une préoccupation uniquement des *Nuna* du nord mais de tous les peuples qui sont aujourd'hui des Burkinabé, suffit à lui éviter de tomber dans l'oubli. Il mérite une place dans notre mémoire collective.

Mots-clés : anarchique, colonisateur, domination, indépendance, liberté, révolte, résistance.

Abstract

Characterized of anarchistic, Nuna of north, like other *Gurunsi*, always were shown attached to freedom. This explains resistance continues that they initially opposed to all the attempts at domination by their neighbors Moose. Then animated by the will to preserve their independence, under the instigation of Zulabal Yombié, they tried by the weapons to drive back of their area the French colonizer. Militarily their resistance was useless even if they inflicted losses in human life at the colonial column. However the company of Yombié, taking into consideration its goal, the independence which was not a concern solely of Nuna of north but to all the people which are Burkinabe today, is enough to avoid to him falling into the lapse of memory. It deserves a place in our collective memory.

Key words: anarchic, colonizer, domination, independence, freedom, revolt, resistance.

* UFR/SH, Département d'Histoire et Archéologie, Université de Ouagadougou, Burkina Faso ;
e-mail : mauricebazemo@yahoo.fro

Introduction

Dans l'historiographie burkinabé, il y a des acteurs du processus de revendication de l'indépendance qui ne sont pas encore à la place qu'ils méritent. Une attention importante est accordée aux acteurs qui ont eu le statut d'intellectuels et qui ont participé à des pourparlers avec le colonisateur soit en France, au palais Bourbon ou en Afrique dans un conseil local. Il s'agit de ceux qui ont écrit et de ceux dont les idées ont été conservées grâce à la plume des autres. Rendre compte de l'action de tous les acteurs qui ont entretenu la revendication de l'indépendance dès les premiers moments de la domination coloniale des peuples du Burkina Faso par la France, est une manière de leur rendre un hommage mérité.

L'attachement à l'autonomie de ceux qui forment aujourd'hui le peuple du Burkina Faso a été clairement exprimé bien avant l'entrée en scène de l'élite intellectuelle. C'est pourquoi les historiens burkinabé doivent s'employer à sortir de l'ombre ceux qui, pour n'avoir pas eu leurs discours conservés par l'écriture, restent des ténors méconnus d'une lutte. C'est pour contribuer à faire connaître ces figures emblématiques du combat pour notre indépendance que nous avons entrepris l'enquête sur l'action de *Zulabal yombié* dans la révolte armée du Nord Numa en 1915 contre le colonisateur. Quels étaient les causes de cette révolte ? Comment fut-elle conduite ?

Les causes de la révolte

L'insurrection armée contre le colonisateur dans le Nord *Nuna* résultait de plusieurs causes. Il y avait l'établissement même de l'autorité étrangère, ses différentes exigences dont l'impôt, le recrutement militaire, les réquisitions de main d'œuvre pour les différents chantiers.

La volonté de préserver l'organisation politique du Nord Numa

Le Nord Numa correspond à l'actuelle province du *Sanguié* dont le chef-lieu est *Réo*. Il comprend les départements de *Zamo*, *Pouni*, *Zawara*, *Ténado*, *Kyon*, *Réo*, *Dassa*, *Didyr* et *Kordié*. La majeure partie de sa population est représentée par les Nuna du nord ou Lyela.

Dans le Nord *Nuna*, comme dans d'autres régions occupées par les *Nuna*, le cadre de l'organisation politique connu était le village. Il n'y avait ni fédération de villages ni confédération pour donner une entité politique de grande envergure ; d'où l'absence de chefferies. Le vide de pouvoir politique fort leur avait valu chez les *Moose*, leurs voisins de l'Est organisés en royaumes, d'être caractérisés de sauvages et d'anarchistes par les Français. Cette vision que les *Moose* avaient de cette organisation politique très sommaire avait contribué à entretenir chez eux une volonté de dominer la région. Ce dessein politique des *Moose* ne fut pas réalisé. Selon l'explorateur français Louis Gustave Binger, les *Moose* s'étaient gardés d'annexer le

pays *Nuna* (le *Gurunsi*) pour avoir une zone de chasse à l'homme pour se procurer des esclaves¹. C'est une explication réductrice de la réalité. La réalité, comme l'a révélé Anne-Marie Duperray, c'était la résistance, la réaction violente et permanente des Nuna qui explique l'échec des tentatives des *Moose* d'annexer cette région². Sur les villages du Nord *Nuna* où ces derniers croyaient avoir établi leur autorité, elle n'était qu'apparente³.

Pour l'administration coloniale française, cet état politique des lieux était une situation anormale qu'elle estimait devoir corriger en fonction de ses préoccupations. La colonisation ainsi pensée pour les *Nuna* devait intégrer dans ses actions la réorganisation politique de leur région. Le remodelage politique du pays *Nuna* devrait être réalisé avec le concours d'auxiliaires locaux, les chefs *Moose* sous l'autorité desquels des villages du nord *Nuna* étaient d'abord placés. Les *Nuna* n'étaient pas disposés à supporter ces chefs. Jusque là ils avaient vécu sans ce genre de chef ; ce que Pierre Bamony a ainsi noté : « Certes, si les *Lyela* (nord *Nuna*) n'ont jamais été conduits par un roi, leur société offre néanmoins une organisation si bien structurée qu'elle s'est passée aisément de princes jusqu'aux chefferies créées par la colonisation⁴ ». Les *Nuna* avaient perçu dans l'organisation administrative à la quelle le colonisateur voulait les soumettre du mépris à leur égard. Il y a eu une agression et les *Nuna* ont estimé qu'elle était grave ; d'où la révolte. L'honneur offensé imposait le devoir de se révolter même si le succès était incertain. Oser se révolter malgré un rapport de force défavorable à celui qui se révolte est en soi un acte honorable, un acte de bravoure. Il est ainsi admis à cause du courage qu'il exprime. C'est une victoire sur l'opresseur qui use de la peur pour immobiliser l'opprimé. La conscience dicte cette révolte qui est légitime et qui anoblit l'esprit.

Jusque là les *Nuna* avaient vécu dans un ordre politique propre à eux et qui reposait sur la nécessité de laisser une large liberté à l'individu ; ce qui ne donnait pas lieu à de l'anarchie. Il n'y a pas de société stable sans autorité. Où était celle par laquelle la cohésion, l'ordre était établi dans la société *nuna* ? Dans chaque cité qu'était le village, il y avait, selon l'expression de Blaise Bayili « une société à pouvoir pluricentré⁵ ». L'autorité suprême était incarnée par le maître de la terre (tiè tiébal). Il est de la branche familiale de ceux qui occupent la place de pères dans le clan fondateur du village ; celui dont l'ancêtre, pour s'être établi le premier en cet endroit, en est le responsable devant les forces invisibles sous la protection desquelles il s'est placé. Vu le fondement historique de la légitimité de son autorité, celle-ci est un héritage dont il ne peut être dépouillé. C'est par la même raison historique qu'étaient justifiées ses fonctions qui étaient d'ordre politico-religieux et judiciaire.

Au plan politique et religieux, il veillait au respect des interdits édités pour donner de l'ordre dans le village. Ces interdits (*sussuli*) donnent lieu à un ensemble de

¹ Binger. L. – Du Niger au Golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi, Hachette, 1892, p. 483.

² Duperray. A.M. – Les Gourounsi de Haute-Volta – conquête et colonisation, 1896-1933, thèse 3e cycle, Paris, 1978, p. 63.

³ Bayili. E. – op. cit., p. 313, 316, 321.

⁴ Bamony. P. – Equilibre social et pouvoirs chez les Lyéla de Haute-Volta. *Anthopos*, 79, 1984, p. 433.

⁵ Bayili. B. – Religion, droit et pouvoir au Burkina Faso. Les Lyélae du Burkina Faso, l'Harmattan, 1998, p. 89.

commandements prescrits par les ancêtres et au respect desquels veille le maître de la terre. Héritier du père fondateur du village, il est investi de fonction de prêtre. Il est chargé des sacrifices sur l'autel de son clan pour le bien être de toute la cité. Pontife au sens premier du terme, il est un médiateur, dit Blaise Bayili, entre la Terre mère et les enfants de celle-ci⁶. Investi de cette fonction de prêtre dont l'exercice doit entretenir l'entente entre les forces surnaturelles et les hommes, il œuvre pour la santé des gens du village, pour l'abondance de la nourriture. Celle-ci est acquise grâce à la pluie que les forces invisibles, par générosité, accordent.

Assisté d'un collège comprenant les doyens des autres lignages de son clan, ce juge qu'est le maître de la terre, prend connaissance des délits graves et inflige les sanctions aux coupables dans l'optique de réparer les fautes. C'est pourquoi la sanction consiste en partie à prendre chez le coupable des poules ou un animal pour un sacrifice sur l'autel du village. Le but fondamental des sanctions prises par le tribunal qu'il préside est de faire barrière aux comportements déviants qui peuvent saper la cohésion sociale. Le village est un ensemble de clans dont les responsables représentent, après le maître de la terre, un autre centre du pouvoir.

Appelés *kwala tièna*, les responsables des clans sont investis de certaines fonctions attribuées au maître de la terre qu'ils exercent à l'échelle de leur clan. Le *Kwala Tiébal* joue essentiellement le rôle de prêtre et de juge uniquement pour ceux de son clan. Entouré d'un conseil comprenant les doyens des lignages, le *Kwala Tiébal* sanctionne en frappant d'amende ceux qui ont transgressé les interdits du clan. Ni le *Tiè Tiébal*, ni le *Kwala Tiébal* ne peut prétendre être un chef. Ils n'étaient que des responsables, des répondants devant les ancêtres desquels ils avaient reçu leur charge. Ils gouvernent, ils ne règnent pas. L'autorité ainsi comprise et répartie dans le village était conforme à cette préoccupation qu'avaient les Nuna à savoir la préservation de leur liberté. Leur attachement à la liberté explique leur organisation sociale.

« *La société nord nuna, dit Blaise Bayili, est une société bâtie sur le principe d'égalité des hommes et en particulier de ses membres sans aucune opposition de classes tant au plan économique que social* ⁷ ». C'est une société sans classes. La structuration sociale a toujours été celle générale à tous les autres groupes ethniques de l'ouest, du sud et du sud-ouest du Burkina Faso, fondée sur le sexe et l'âge. Elle garantissait la cohésion par la répartition des rôles que chacun était préparé à assumer grâce à l'éducation reçue. Les femmes secondaient les hommes, les cadets obéissaient aux aînés. Cet ordre était entretenu par la conviction selon laquelle les hommes ont plus de connaissances que les femmes et que le nombre d'années détermine la masse du savoir. Le savoir était l'un des critères structurant la société. Cet ordre était respecté grâce à la croyance religieuse qui intégrait le culte aux ancêtres. S'écarter de la voie suivie par ces derniers, vouloir changer les règles qu'ils ont observées était compris comme une déviation qui pouvait conduire à la désorgani-

⁶ Blaise B. – op. cit., p. 377.

⁷ Blaise B. – op. cit., p. 155.

sation de la société. L'intrusion du Blanc chez les Nuna et son schéma pour leur contrôle politique étaient une violence contre leur liberté. A celle-ci, ils ont répondu par la révolte armée à partir de décembre 1915. Outre cette volonté de réorganiser le paysage politique des Nuna qui avait poussé ceux-ci à prendre les armes, il y eut l'impôt de capitation.

L'impôt de capitation

Il fut l'un des actes de l'autorité coloniale qui avait déterminé le marabout de Ramongo, Alassane Moumini, à appeler ses fidèles à la révolte en 1908⁸. En 1899, le capitaine Amman, le Résident de la France à Ouagadougou avait décidé du paiement de l'impôt voulu aussi comme un instrument de vérification et d'évaluation de la soumission des populations. Il fut payé dans un premier temps en cauris et en nature. Les habitants de Réo et de Bonyolo devaient chercher l'or avec ceux du village de Sanguié. Sanguié signifiant le lieu de l'or, le colonisateur avait cru qu'il en recevrait en quantités importantes s'il obligeait les populations de ces localités à le chercher. Elles devaient ainsi payer l'impôt.

A partir de 1905 est mise en circulation dans le cercle de Ouagadougou la monnaie française. A partir de cette date, les cauris ne sont plus acceptés. L'obligation est faite de payer cet impôt en franc. Que faire pour se procurer cette monnaie ? Pour ceux qui n'arrivaient pas à payer, c'était les humiliations de multiples formes dont la fragellation administrée publiquement aux chefs de famille. Le taux de cet impôt était très élevé dans le pays Nuna qui était, comme l'avait noté l'autorité coloniale même dans un rapport de 1902, « la contrée la plus riche de la Résidence du Mossi⁹ ». Le paiement de cet impôt garantissait le droit de vivre. Il fut l'une des causes du traumatisme vécu par les populations durant le régime colonial. La colère des populations contre le Blanc se devait aussi au recrutement militaire.

Le recrutement militaire des jeunes

Comme dans bien d'autres régions de l'A.O.F où il y eut la révolte entre 1915 et 1916, le recrutement militaire aussi fut l'une des causes de l'insurrection des Nuna. L'autorité coloniale même le savait comme nous le laisse comprendre le rapport politique du Haut-Sénégal-Niger du quatrième trimestre de 1915 qui dit : « La cause essentielle est l'aversion profonde des indigènes pour le métier de tirailleur et l'état de méfiance qui ne cessait de régner depuis qu'on imposait aux populations des charges militaires toujours lourdes. Le recrutement intensif sanctionné par le décret du 9 octobre 1915 en a été la cause déterminante¹⁰ ».

Jusqu'en 1912, pour la formation de « l'armée noire » le recrutement des jeunes avait lieu sur les chantiers. A partir de cette date, il s'effectue dans les villages. Par la fuite, les jeunes tentent d'y échapper. En 1915 les fuites sont très fréquentes. En

⁸ Kouanda A. – La révolte d'Alassane Moumini en 1908, in Burkina Faso – cent ans d'histoire, 1895- 1995, T1, Karthala, P.U.O, 2003, pp. 569-593.

⁹ ANS-2G/2 – Résidence du Mossi, novembre 1902.

¹⁰ ANS, 2G/15/8 – Rapport politique du Haut-Sénégal-Niger pour l'année 1915, p. 15.

octobre de cette année, des jeunes recrues amenées de Réo à la caserne de Ouagadougou s'évadent¹¹. Le refus du recrutement était entretenu par une peur, celle que suscitait la destination inconnue. Cette peur était entretenue par une rumeur selon laquelle les recrues étaient mangées par les Blancs.

Ce recrutement avait des conséquences sociales dans les villages. Il donnait lieu à une injustice dont la responsabilité en dernier ressort incombait au colonisateur qui avait introduit cette nouveauté dans la région. Les chefs de terre étaient associés au recrutement dans leurs villages. Le privilège qu'ils s'offraient était d'épargner ceux de leur famille. Ceux qui avaient les moyens corrompaient ces chefs et les gardes pour y échapper. Ainsi le recrutement concernait les pauvres, d'où l'injustice et le mécontentement qu'il avait générés. La ponction des revenus des populations avait aussi contribué au ressentiment des Nuna.

Les réquisitions de vivres

Pour l'entretien du personnel administratif blanc et celui des auxiliaires locaux, les populations étaient soumises à de multiples réquisitions de vivres. Il s'agissait du mil, de l'arachide, du beurre de karité, de la volaille et du bétail. Les quantités demandées par l'autorité centrale étaient toujours majorées par les agents de recouvrement. Tous ces intermédiaires tondaient comme des brebis les populations qui n'avaient aucune voie de recours. Ces réquisitions faisaient partie des exactions du pouvoir colonial qui en ont ajouté au traumatisme des populations livrées ainsi à des chefs dont la brutalité était commandée par la cupidité et le désir d'être toujours dans les bonnes grâces du maître, le Blanc. Forts d'un pouvoir pour lequel ils n'étaient pas préparés, un pouvoir bridé par aucune règle des coutumes d'ici sauf par la volonté du Blanc, les auxiliaires locaux en service dans le Nuna en ont abusé pour le malheur de leurs frères qu'ils ne voyaient plus comme tels.

Ces réquisitions de vivres aggravaient les pénuries connues durant les mois de soudure. Ces pénuries étaient en partie liées aux réquisitions de la main-d'œuvre pour les chantiers des grands travaux dont : la construction des routes, des garnisons militaires, des postes administratifs, des prisons (ironie).

La création du poste administratif de Koudougou en 1911¹² visait à rapprocher l'autorité coloniale des populations du Centre-Ouest pour mieux les contrôler. Jusque là ce contrôle était exercé à partir de Ouagadougou. L'existence de ce poste avait irrité davantage les populations de la région car les exactions avaient gagné en fréquence du fait de la proximité même de l'autorité.

Tous ces actes du colonisateur étaient compris par les populations nuna comme un mépris de leur personnalité, un déni de leur droit à vivre comme ils le voulaient. De cette compréhension a découlé leur refus ferme d'obéir au colonisateur dont l'hégémonie n'avait aucun justificatif. D'Arboussier le Résident à Koudougou,

¹¹ Bayili E. – op. cit., p. 385.

¹² Bayili E. – op. cit., p. 379.

selon son propos suivant, avait bien compris la cause profonde de cette révolte : « La cause initiale (de la révolte) le recrutement militaire s'est évanouie devant l'intention arrêtée des gourounsi de reconquérir leur indépendance et pour y réussir de supprimer les chefs européens¹³ ». Ils avaient exprimé ce refus d'être dominés dans des termes qui ne laissaient pas de place à l'ambiguïté et qui nous ont été rapportés par les Pères Blancs : « Nous ne voulons ni payer l'impôt, ni travailler pour le Blanc, ni souffrir, ni être battus par lui, c'est-à-dire nous ne voulons pas de la domination française¹⁴ ». Pour le signaler ouvertement au colonisateur, ils ont pris en décembre 1915 leurs armes contre lui. Ce fut la révolte des *Gurunsi*.

La conduite de la révolte armée

La révolte de 1915 qui est l'un des événements majeurs de l'histoire des Nuna du nord¹⁵ en général a eu aussi ses leaders (dans la région nuna). Elle fut inspirée par celle qui avait eu lieu sur la rive droite du Mouhoun, chez les Bwa et Marka.

La révolte des *Bwa* et *Marka*

La révolte des *Nuna* était un écho de la révolte armée des *Marka* et des *Bwa*. L'explosion de colère contenue pendant longtemps par les *Bwa* et les *Marka* avait eu lieu lors de la construction d'un pont sur le Mouhoun, entre Ténado et Tchériba¹⁶. Pour les travaux de cet ouvrage, un garde avait une utilisation abusive du fouet. Excédé par sa brutalité, l'un des travailleurs entra un jour en lutte avec lui. Dans ce combat au corps à corps, ils basculèrent tous les deux dans le fleuve où ils périrent noyés. Portés par la colère provoquée par l'issue de ce duel connue par le travailleur, les autres entrèrent en révolte ouverte, les armes à la main, contre le colonisateur.

Les premiers affrontements avec la troupe de l'autorité coloniale se sont soldés par la défaite des Français. Le 19 et le 21 novembre 1915, les insurgés *bwa* et *marka* enregistrent deux victoires à Bonna¹⁷. Le 4 décembre, les Français connaissent une autre défaite à la bataille de Bondokouy. Le 23 décembre la troupe coloniale enregistre une autre défaite à Yankasso¹⁸.

Ragaillardis par leurs exploits, les *Bwa* et les *Marka* paradedent dans les villages avec ce qu'ils avaient pu pendre à leur ennemi, le colonisateur pour montrer qu'il n'était pas invincible. Ils avaient remporté des victoires. Cependant elles étaient précaires. La supériorité de l'armement du colonisateur lui avait permis d'écraser leur révolte. Cet épilogue n'avait pas suffi à dissuader les *Nuna* de prendre leurs armes pour

¹³ A.A. – 2EE-XVIII. 9.43-221 – Rapport du 29 février 1916 – Registre d'enregistrement des rapports 1915-1929 – Cercle de Ouagadougou.

¹⁴ Archives des Pères Blancs, paroisse de Réo, 1916.

¹⁵ Nicolas Bado, Réo le 25 mars 2006.

¹⁶ Bayili E. – op. cit., p. 387.

¹⁷ Idem – op. cit., p. 386.

¹⁸ Idem – op. cit., p. 386.

la guerre contre le colonisateur.

Zulabal Yombié, le leader du mouvement insurrectionnel dans le nord Nuna

Si les Nuna ont pu se révolter contre le pouvoir colonial, c'est, entre autres raisons, parce qu'ils n'étaient pas soumis à un pouvoir politique centralisé. Le vide de ce genre de pouvoir vu par les *Moose* comme l'une des expressions de la sauvagerie de ceux qu'ils ont appelés les *Gurunsi* et comme celle de leur anarchie par le colonisateur avait permis aux Nuna de se mobiliser contre l'occupant français. Dans les sociétés où il existait le pouvoir politique fort centralisé, le colonisateur, par un traité ou par la force, avait d'abord obtenu la soumission de celui qui incarnait ce pouvoir. Le chef soumis, ses sujets s'alignaient derrière lui et la conquête de son territoire était réalisée sans coup férir. Dans les sociétés comme celles des *Gurunsi* dont les *Nuna*, l'individu avait plus de liberté pour s'exprimer. Fort de celle-ci, devant certaines situations, il était maître de ses décisions. L'insurrection des Nuna ne faisait pas suite à l'appel d'un chef. Elle fut le fait d'individus rassemblés par une préoccupation ; la sauvegarde de la dignité d'une communauté. A la tête des insurgés, il y eut un homme dont le courage et l'audace ont été tels qu'il doit être préservé de l'oubli : Zulabal Yombié.

A la lumière de l'enquête orale menée dans le nord *nuna* en 2006, nous avons constaté que beaucoup n'ont rien entendu à propos de Yombié ou Morbal Yombié qui fut la figure emblématique de la lutte contre le colonisateur dans cette région. Chez ceux qui ont entendu parler de lui, c'est une image brouillée par la brume des années.

Il était originaire d'Egwapoun¹⁹, un village voisin de celui d'Odjomo dans l'actuel département de Ténado. Si on peut douter, à défaut de confirmation, qu'il fut un esclave libéré qui avait pu rejoindre son village²⁰, il n'y a pas de place pour le doute pour ce qui est de sa forte personnalité. Elle fut l'un des atouts qui lui ont permis d'émerger dans l'histoire des *Nuna* du Nord. Pour s'assurer de l'ascendance sur ceux qu'il allait rassembler pour la guerre contre le colonisateur, il s'était donné une identité singulière dans ce milieu d'animistes en prenant le prénom d'Abdoulaye²¹ qui ne traduisait pas nécessairement sa conversion à l'islam. En se présentant sous cette identité, il avait voulu, par rapport aux autres, avoir une différence ; celle qui était à même de lui permettre d'avoir de l'autorité sur eux.

L'islam, religion étrangère faiblement représentée dans le nord *Nuna*, était, selon

19 Lounsour Bamoumi, Kyon le 21 mai 2006.

20 Bayili E. – op. cit., p. 388.

21 Bayili E. – op. cit., p. 388.

l'imaginaire populaire entretenu à l'époque dans la région, supposé conférer à celui qui s'y convertit une puissance extraordinaire. Yombié avait conçu sa stratégie de mobilisation en tenant compte de la psychologie de son milieu. Pour ce faire, il s'était rendu à Ouarkoye (en pays *bwa*) en compagnie de l'un de ses lieutenants, Ossambié Oyon Baziomo du village de Tio pour prendre une potion sensée accroître leurs forces contre le colonisateur²². Tous ceux qui s'engageaient pour la guerre étaient invités à la consommer pour être invulnérables²³.

A partir de son village, il dépêcha des émissaires dans les autres pour la mobilisation des combattants²⁴. Le village de Tio (sur l'axe Koudougou-Dédougou, (3 km après Ténado) était retenu pour être le lieu de rassemblement. Dans presque tous les villages du Nord Nuna l'appel lancé par Yombié avait été favorablement accueilli. L'opposition enregistrée dans quelques localités comme Réo et Bonyolo n'a pas affecté le mouvement. A Réo, pour la première rencontre avec l'autorité politique locale en la personne du maître de terre Taga Otiè, le représentant de la France était accompagné de Bado Odouama, originaire de Poun que les Français avaient libéré de l'esclavage dans le Yatenga. A cette occasion Odouama avait conseillé à Otiè de ne pas s'opposer au Blanc dont il connaissait la force de frappe. Ognini qui avait succédé à son père en 1904 n'avait pas oublié ce conseil. En outre les missionnaires catholiques, les Pères blancs établis à Réo depuis mars 1912 n'ont pas manqué d'influencer Ognini dont la sympathie pour eux était connue de tous. A Bonyolo, le maître de terre avait exprimé sa désapprobation du mouvement à travers ce surnom *yè zula zui* (je ne compose pas avec les insurgés), qu'il avait donné à l'une de ses filles qui avait pour prénom Ezona²⁵. Le thème central du discours de la mobilisation était le sens de l'honneur que les *Nuna* devaient défendre²⁶. En actionnant ce levier, la mobilisation fut impressionnante à en croire les chiffres avancés. Selon Anatole Tiendrébéogo, Yombié avait pu rassembler 20 000 combattants²⁷. D'après les archives de l'administration coloniale, l'effectif de ceux-ci avoisinait 70 000²⁸.

L'armement des insurgés comprenait l'arc²⁹ et un bouclier fait de peau de vache durcie au feu³⁰. L'idée de ce bouclier était de Yombié. Il pouvait protéger contre les flèches mais pas contre les balles. S'étant avéré inefficace, ce bouclier n'a pas survécu à la révolte. Ne s'engageait pour la bataille contre le colonisateur que ceux qui étaient reconnus braves par leur dextérité au tir à l'arc, « ceux qui ne tiraient pas dans le vide³¹ » ; les tireurs d'élite, dirons-nous aujourd'hui. Les guerriers ainsi

²² Belili Bassière, Tio le 21 mai 2006.

²³ Idem.

²⁴ Tiendrébéogo A., La révolte des Gourounsi de la région de Koudougou, 1916-1919, p. 5.

²⁵ Joseph Okouli Bationo, Tialgo le 20 mars 2006.

²⁶ Bayili E., op. cit., p. 389

²⁷ Tiendrébéogo A., op. cit., p. 7.

²⁸ N°30 A.G. du lieutenant-gouverneur de la Haute-Volta, le 7 décembre 1919, ANS 10G8/107, p. 6.

²⁹ Joseph Okouli Bationo, Tialgo, le 20 mai 2006.

³⁰ Edouard Baziomo, Zoula, le 20 mai 2006.

³¹ Olili Bassiéré, Tio, le 21 mai 2006.

mobilisés, armés de leurs arcs pour défendre l'honneur des Nuna et dopés psychologiquement par les dispositions mystiques prises par Yombié, s'étaient estimés forts pour l'affrontement décisif.

En décembre 1915, ils incendient à Tio et Tiogo les campements dressés pour dépister et soigner la trypanosomiase³². En détruisant ces symboles de la présence du Blanc dans la région, ils avaient voulu lui signifier leur refus radical de le voir s'établir chez eux. Pour faire face à l'insurrection dont les premiers actes sont ainsi posés, l'autorité coloniale basée à Koudougou demande un soutien à Ouagadougou. Le 16 janvier 1916, au petit matin, la riposte est donnée par D'Arboussier, le Résident français à Koudougou contre les insurgés à Tio. Le village est voué aux flammes. Les guerriers nuna réculent sans renoncer à la guerre. Cette réplique du colonisateur, contrairement à ce qu'il en attendait, avait déterminé davantage les insurgés pour la bataille. La campagne de mobilisation dans les villages nuna est plus vigoureuse qu'auparavant. D'Arboussier décide d'une deuxième attaque en juillet 1916. Les insurgés rassemblés à Tiogo autour de Yombié décident d'aller à sa rencontre.

Par une marche rythmée au son des tambours, ils se mirent en route pour Koudougou pour la bataille décisive. Elle eut lieu à Koukouldoui village situé à 13 km avant Koudougou. Le colonisateur s'était déporté dans le pays nuna du nord pour faire la démonstration de sa puissance militaire. Il fallait infliger aux insurgés chez eux la défaite qui devait leur enlever l'idée de refouler le colonisateur de leur pays. Autrement dit, elle devait entraîner leur soumission sans réserve. A l'approche des guerriers *nuna*, la colonne française qui avait pris position sur la colline, à l'entrée du village de Koukouldoui, sur la droite, tire des coups de canon à l'air. Pour les Nuna, les fusils du Blanc ne donnaient que de la fumée³³ donc il n'y avait rien à craindre, d'où cette exhortation des leaders de la révolte aux combattants : « Avancez ! Avancez ! Ce n'est que de la fumée³⁴ ». En tirant en l'air la colonne française avait-elle voulu effrayer les insurgés ou tendre un piège consistant à faire croire que ses fusils étaient inefficaces afin qu'ils s'approchent davantage ? Les forces qui étaient face à face à Koukouldoui étaient inégales. Cependant les insurgés ont pu résister deux jours durant. La fin fut une tragédie. Beaucoup de combattants nuna capturés furent conduits en prison à Koudougou. Yombié qui s'était retranché dans sa forteresse dressée dans son village est capturé le 7 juillet 1916 après avoir été blessé lors de la bataille pour la prise de celle-ci³⁵. Il est amené à Koudougou où il meurt en prison. Koro Bamouni qui était l'un des lieutenants de

³² Bayili E., op. cit., p. 391.

³³ Joseph Okouli Bationo, Tialgo, le 20 mai 2006.

³⁴ Idem.

³⁵ Bayili E., op. cit., p. 400.

³⁶ Joseph Okouli Bationo, Tialgo, le 20 mai 2006.

³⁷ Bayili E., op. cit., p. 403.

³⁸ Joseph Okouli Bationo, Tialgo, le 20 mai 2006.

Yombié est exécuté dans la région de Safané où il s'était réfugié³⁶. Le 29 novembre 1916, Ossambié Oyon et son aide de camp du nom d'Oya, originaire de Bonyolo sont arrêtés à Tialgo³⁷. Osambié Oyon fut exilé à Bamako d'où il n'est plus revenu³⁸. La répression qui avait eu lieu à Koukouldoui avait permis à la troupe coloniale de venir à bout de l'insurrection dans le *Nuna*. Le colonisateur avait bénéficié du soutien en force armée de la part des chefs *moose* qui lui étaient déjà soumis. Le *moog-naaba* était venu à son secours avec une troupe de 400 cavaliers conduite par Pawitraogo Tiendrébéogo³⁹ auquel le pouvoir colonial a reconnu de hauts faits d'armes dans le massacre des *Nuna*. La victoire ainsi remportée sur les guerriers *nuna*, marquait la fin de l'indépendance de ce qui était leur pays.

Conclusion

Afin de mieux comprendre cette révolte pour laquelle Yombié a joué le rôle de chef de guerre, il faut connaître le fondement philosophique de l'organisation sociale et politique qui caractérisait les *Nuna*, l'idée maîtresse de leur culture politique. Leur organisation sociale et politique reposait sur leur attachement à la liberté. Ceci éclaire sur la compréhension qu'ils avaient eue de l'implantation de l'autorité coloniale chez eux. Elle avait été comprise comme un outrage. Ainsi offensés, ils ont pris leurs armes sur exhortation de Yombié pour sauvegarder leur autonomie, refuser l'asservissement. Par la révolte qu'il avait suscitée contre l'entreprise politique française, Yombié nous donne une leçon : le sens de la dignité, de l'honneur au service desquels il faut s'employer avec abnégation. Pour l'action de Yombié et celle de l'élite intellectuelle qui s'est battue autrement pour le recouvrement de l'indépendance des peuples du Burkina Faso, il y a eu les mêmes ressorts : le courage et la confiance en soi qui permettent à l'homme d'avoir la mesure réelle de ses forces à l'épreuve de l'action. Militairement Yombié a été vaincu. Cependant il a du mérite qui doit lui valoir de la place non seulement dans une mémoire collective régionale mais dans celle des Burkinabè. Le mérite n'est pas exclusivement pour ceux qui ont réussi ce qu'ils ont entrepris. Il y en a aussi pour ceux qui, malgré le péril encouru, ont osé au nom d'une cause collective juste. Ici il s'agit de l'indépendance à laquelle étaient attachés tous les groupes ethniques formant aujourd'hui le peuple burkinabè. Se souvenir de Yombié, comme nous le faisons pour ceux de l'élite intellectuelle qui ont lutté pour la même cause, est l'une des formes de notre reconnaissance. Donner son nom à un lieu ouvert au public pourrait être l'expression de celle-ci. Nous ne devons pas laisser la mort emporter de chez nous ceux auxquels la vie a été ôtée pour avoir voulu défendre une cause collective juste. En les entretenant dans notre mémoire collective et en nous laissant imprégner par les leçons qu'ils nous ont données pour agir, comme eux, nous serons disposés à combattre pour le triomphe de la justice sur l'injustice. Les conflits qui ponctuent l'histoire de l'humanité ne sont-ils pas pour la plupart ce permanent affrontement entre

³⁹ Duperray A.M., op. cit., p.236.

la justice et l'injustice ? En nous laissant instruire par des personnalités comme Yombié, nous serons suffisamment armés psychologiquement pour relever les défis de notre temps.

Sources et bibliographie

1. Les sources

A. Les sources orales

Nom et prénoms	Fonction	Age	Lieu de l'enquête	Date de l'enquête
Bazyomo Edouard	Cultivateur	90 ans	Zoula	20.05.2006
Bamouni Lounsour	Secrétaire de canton retraité	83 ans	Kyon	21.05.2006
Bationo Joseph Okouli	Instituteur retraité	90 ans	Tialgo	20.05.2006
Bassieré Belili	Cultivateur	78 ans	Tio	21.05.2006
Bado Nicolas	Prêtre	73 ans	Réo	25.02.2006

B. Les sources écrites

Archives des Pères blancs, paroisse de Réo, mois d'avril 1916.

ANS (Archives Nationales du Sénégal) 2G/2. Résidence du Mossi, novembre 1902.

ANS 2G15 / Rapport politique du Haut-Sénégal-Niger, pour l'année 1915.

ANS 10G8/107

ANS 30AG - du lieutenant-gouverneur de la Haute-Volta, Ouagadougou, le 7 décembre 1917.

AA 2 EE XVIII-9-43-221 – Rapport du 29 février 1916.

2. Bibliographie

BAMONY P. Equilibre social et pouvoir chez les Lyela de Haute-Volta. *Anthropos* N° 79, 1984, pp433-440

BAYILI B. Religion, pouvoir et droit au Burkina Faso. Les *Lyelae* du Burkina Faso. L'Harmattan, 1998. 479p

BAYILI E. Les populations Nord-*Nuna* (Haute-Volta). Des origines à 1920. Thèse de 3^e cycle, Paris I, 1983, 463p

BAYILI E. Recherche historique et traditions orales en pays léla : les sources d'informations. Mémoire de DEA, Paris I, 1977.

DUPERRAY A.M. Les Gourounsi de Haute-Volta : conquête et colonisation 1896-1933. Thèse de 3^e cycle, Paris I, 1978, 379p

KOUANDA A. La révolte d'Alassane Moumini en 1908. Actes du colloque « Burkina Faso, cent ans d'histoire, 1895-1995. Karthala / P.U.O, 2003. T1, pp. 569-593.

TIENDRÉBÉOGO A. La révolte des Gourounsi de la région de Koudougou 1916-1919 ou guerre de Dougbeinga. Mémoire de fin de stage, ENAM, 1967-1968, 17p